DECRET N°72-222 du 31 Août /1972

portant nomination de Conseillers Techniques et de Chargés de Mission au Cabinet du Président du Conseil Présidentiel.

LE PRESIDENT DU CONSEIL PRESIDENTIEL. CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT,

VU la Déclaration du 30 avril 1970, instituant un Conseil Présidentiel;
VU l'Ordonnance n°70-34/CP du 7 mai 1970, portant Charte du Conseil Présidentiel;
VU le Décret n°70-81/CP du 7 mai 1970, portant formation du Gouvernement et le
Décret n°71-149 du 4 août 1971 qui l'a modifié;
VU le Décret n°70-83/CP/SGG du 11 mai 1970, fixant la composition des cabinets

présidentiels et ministériels ;

VU le Décret n°41/PC/SGG du 16 avril 1964, fixant la liste des emplois ou charges pour lesquels la nomination est laissée à la discrétion du Gouvernement et le décret n°70-122/CP/SGG du 5 juin 1970 qui l'a complèté; VU le Décret n°392/PC/MFAE du 26 octobre 1965, fixant les nouvelles rémunéra-

tions des membres des cabinets ministériels non fonctionnaires; VU le Décret n°70-85/CP du 11 mai 1970, fixant les rémunérations, les indemnités et les prestations en nature allouées aux membres des cabinets des Présidents,

du Président de la Cour Suprême et des Ministres ; VU les Décrets n°s 70-247, 70-332 et 70-333/CP/SGG des 25 septembre et 18 décembre 1970, portant nomination de conseiller technique et de chargés de mission;

ARTICLE 1er. - Sont nommés au Cabinet du Président du Conseil Présidentiel en qualité de :

- Conseiller Technique pour les Affaires Politiques et diplomatiques -
- Mr Gustave GOUDJO. Instituteur en retraite. Ancien Ambassadeur du Dahomey
- Conseiller Technique Chargé des Affaires Intérieures -
- Mr François Jacques SAMSON, Adjoint Administratif en retraite
- Chargé de Mission aux Affaires Sociales -
- Mr François ADJASSIHOUN HOUNKPE. Agent des Services Financiers Principal en retraite

- Chargé de Mission

Mr Dieudonné ADAM IMOROU

ARTICLE 2. Les intéressés percevront, outre l'indemnité de fonction prévue par le Décret n°70-85/CP du 11 mai 1970, le traitement fixé par le décret n°392/PC/MFAE du 26 octobre 1965 susvisé.

ARTICLE 3.- Le présent décret qui a effet pour compter de la date de prise de fonction des intéressés, abroge toutes dispositions antérieures contraires et sera publié et communiqué partout où besoin sera./.-

Fait à COTONOU, le 31 Août 1972

par le Président du Conseil Présidentiel, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Justin AHOMADEGBE-TOMETIN

Le Ministre des Finances,

Pascal CHABI-KAO

Ampliations: PCP 8 - MCP 4 - CS 6 - Ministères 12 - HC 2 - ACN 2 - SGG 4 - Intéressés 4 - IAA-DCCT-IGF 3 - Trésor 4 - ACN-CEDN-CNI-DN-Gde Chanc.5 - DEP 2 - DGAJL-Dtion Stat.4 - DB-DC-CF-Solde 4 - JORD 1 -